

## LAGHOUAT

## Tendance à l'apaisement

**Au lendemain d'un week-end particulièrement mouvementé, la tension semble décliner à Laghouat pour laisser place à un apaisement que tout le monde craint tant la situation peut à tout instant basculer.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Il faut dire que l'on a craint le pire, hier, lorsque les rumeurs les plus folles circulaient la veille, vendredi, sur de grandioses manifestations. Il n'en fut absolument rien et la ville a renoué avec son calme légendaire, quoique la tension ait été encore de mise.

Les mêmes appréhensions que celles de la veille du vendredi quand la rumeur, encore elle, parlait de marches populaires à partir des mosquées juste après la grande prière hebdomadaire. Ce que, d'ailleurs, les autorités aussi bien civiles que sécuritaires ont pris au sérieux avec, pour les premières, la sollicitation par le wali des imams de la ville, invités à prêcher la bonne parole, et pour les secondes, un déploiement des forces d'intervention en nombre quoique discret, présence massive de représentants de la presse oblige.

Des précautions ajoutées au degré élevé de conscience des manifestants qui ont déjoué



Laghouat a renoué avec son calme légendaire.

toutes ces manœuvres, se contentant du traditionnel rassemblement à la place de la «résistance», attendant à la Grande Poste, baptisée place de la résistance par les manifestants. Ce qui n'a pas été sans provoquer, néanmoins, quelques escarmouches avec les forces de sécurité. C'était au moment où les jeunes convergeaient vers ce lieu de la protestation avant que

le calme ne prenne aussitôt le dessus.

En fait, les jeunes voulaient marcher sur la Wilaya, sise non loin de là, pour crier leur colère et réitérer leur second mot d'ordre, celui du départ du chef de l'exécutif de wilaya.

Et au fur et à mesure que les minutes s'égrenaient, la foule grossissait sans qu'aucun incident majeur soit signalé. Et fait

inédit dans cette protestation, un débat a été initié à la belle étoile, et ce, jusqu'aux environs de minuit.

Selon Yacine Zaïd, président du bureau local de la Laddh (Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme), tout le monde a pris la parole relayée par des haut-parleurs, pour exprimer son avis.

«Des moments qui nous renvoient aux anciennes assemblées des douars et dechras», lâche notre interlocuteur qui poursuivra par dire que les avis étaient partagés entre ceux qui se limitaient au seul élément déclencheur de la contestation, à savoir l'annulation pure et simple des listes des bénéficiaires des logements sociaux, et ceux qui exigent, outre ce préalable, le départ du wali.

Yacine Zaïd affirme que des avocats de même que la ligue qu'il représente localement ont été sollicités dans la nuit de vendredi à samedi par des manifestants. Objet de leur requête : des poursuites judiciaires que ces derniers voudraient engager à l'encontre d'agents de l'ordre qui leur auraient, certificats médicaux à l'appui, provoqué des blessures.

Il faut noter que les bénéficiaires de ces fameux logements

de la discorde en ont pris déjà possession et les taudis qu'ils occupaient aux bidonvilles Lamhafir et Lafrane ont été rasés.

Les sites devant abriter, selon le wali, un projet de 400 logements sociaux, un pôle universitaire et bien d'autres équipements publics.

Autant dire que le préalable des manifestants d'annulation pure et simple des listes des bénéficiaires est du domaine du laborieux, voire de l'impossible en dépit des promesses du wali de les revoir. Car, une éventuelle révision de ces listes provoquera le mécontentement des bénéficiaires qui n'accepteront certainement pas de se faire abrégé le bonheur longtemps attendu de bénéficier d'un toit décent.

Affaire à suivre...

M. K.

## SIDI BEL ABBÈS

## Des sans-logement squattent une nouvelle cité

Jeudi dernier, après qu'une cinquantaine de chefs de famille se disant sans logement eurent débarqué avec des chargements de matériaux de construction (parpaings, briques, sacs de ciment, tôles, etc.), près d'un hôtel 4-étoiles, à la périphérie de Sidi Bel Abbès, pour ériger des abris de fortune, pour certains sur des parcelles traversées par des conduites de gaz, c'est au tour de plusieurs autres personnes sans logements de squatter, dans l'après-midi de vendredi dernier, des logements sociaux, dont le projet n'a pas encore été livré, situés pas loin de l'Ecole de police, sur la route menant à Tilmouni.

Il n'était qu'une dizaine à se hasarder à occuper illicitement les lieux vendredi dernier, mais dans la journée d'hier samedi, d'autres personnes, disant habiter des bidonvilles, les ont rejoints pour squatter à leur tour des logements flambant neuf.

Alors que l'affaire des abris de fortune n'est pas résolue et continue d'attirer les curieux, voilà qu'une autre plus épineuse surgit.

Conscients de la sensibilité des deux affaires, les autorités tentent de raisonner les occupants des abris de fortune et les squatters, leur promettant la prise en charge de leur préoccupation dans les meilleurs délais.

En attendant, la situation reste difficile à gérer face à la colère des sans-abri.

A. M.

## BOUTEFLIKA PREND PART AUX COMMÉMORATIONS

## DE L'AN I DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE

## Alger se repositionne

**Retour à la realpolitik entre Alger et Tunis. Après une position souvent critiquée vis-à-vis de la révolution dite de «jasmin», l'Algérie se repositionne dans la région. Le déplacement de Bouteflika à Tunis pour y fêter l'an I de la révolution est révélateur d'une volonté de réaffirmer la dimension stratégique de l'Algérie.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)-** Le ton n'est plus – officiellement – aux reproches ni aux polémiques entre Alger et Tunis. En acceptant de prendre part aux festivités commémorant la révolution tunisienne, le président algérien ouvre une nouvelle page.

Alger, qui s'était refusé à tout commentaire au moment où la Tunisie vivait des moments historiques, a adopté la même attitude après la chute de Ben Ali au nom de la non-ingérence dans les affaires internes d'un pays voisin. Une position critiquée mais assumée par la diplomatie algérienne.

Le changement de régime en Tunisie mais également en Libye, la montée en puissance des islamistes changent aujourd'hui la donne non seulement dans le pays mais dans l'ensemble du Maghreb. Et c'est dans cet ensemble que l'Algérie entend s'imposer comme le partenaire incontournable. C'est justement cette position de «leader» qui a été quelque peu écornée lorsque le président tunisien a choisi pour sa première visite officielle non pas l'Algérie mais la Libye.

Comme en diplomatie rien n'est anodin, Alger y a vu un affront même si fidèle à ses habitudes, la diplomatie algérienne n'a fait aucun commentaire. Pourtant, lors de ce déplacement, les déclarations de Mohamed Moncef Marzouki ont été à l'origine d'une polémique à laquelle Alger a refusé de



Le déplacement de Bouteflika est une occasion de lever les équivoques.

prendre part. Alors qu'il effectuait sa visite en Libye, début janvier, Marzouki aurait déclaré qu'un bain de sang aurait été évité dans ce pays si le premier tour des élections législatives remportées par les islamistes n'avait pas été annulé en 1992. Des déclarations qui ont hérissé Alger, même si aucun commentaire n'avait été fait officiellement.

Côté tunisien, la présidence de la République avait aussitôt réagi, affirmant que «les relations historiques et stratégiques avec l'Algérie ne sauraient être altérées par des analyses erronées qui manquent d'objectivité et de sources sûres» et faisant part de «son étonnement des articles et commentaires publiés par certains journaux arabes qui ont dénaturé la teneur du discours du président tunisien, Marzouki en Libye, en insinuant qu'il s'agissait d'une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie».

La présidence tunisienne a tenu à rappeler que «les relations historiques et straté-

giques entre la Tunisie et l'Algérie sont séculaires», mettant l'accent sur «le respect total et absolu par la Tunisie de la souveraineté de l'Algérie, président, gouvernement et peuple». Aussitôt, le président tunisien annonçait son intention d'effectuer une visite à Alger «mu en cela par sa conviction de l'importance des relations entre les deux pays frères et sa volonté de les consacrer et de les promouvoir».

La présidence tunisienne s'était également pressée d'annoncer la venue de Bouteflika pour la commémoration de l'anniversaire de la révolution. Un déplacement significatif à plus d'un titre et qui aura certainement été l'occasion pour les deux présidents de lever les équivoques et de tenter de jeter de nouvelles bases pour des relations de bon voisinage dans un environnement en pleine mutation marqué essentiellement par un raz-de-marée des islamistes qui ne peut en aucun cas laisser de marbre Alger.

N. I.